

EGLISE DU CHRIST AU CONGO
PRESIDENCE PROVINCIALE DU SUD KIVU
RESEAU D'INNOVATION ORGANISATIONNELLE

'R I O'



Tél : (00243)998611153, (00243)999117004, (00243)0808513418,(00243)0808531474

E-mail : riobukavu@yahoo.fr, riobukavu@hotmail.com

www.riobukavu.org

Projet N°20076076

**PROJET DE CONSULTATION DES EGLISES CONGOLAISES ET RWANDAISES
EN VUE DU RAPATRIEMENT DES PERSONNES EXILLEES**

**RAPPORT NARRATIF DES ACTIVITES DURANT LA PERIODE ALLANT DE
JANVIER 2008 - JUIN 2008**



Août 2008

TABLES DE MATIERES

Matières	Pages
0. Introduction	3
I. Contexte, analyse des problèmes et objectifs du projet.....	4
II. Activités réalisées.....	6
III. Résultats obtenus.....	9
IV. Difficultés rencontrées.....	10
V. Perspectives et conclusions.....	11
VI. Annexes	12

RAPPORT NARRATIF PREMIER SEMESTRE 2008
PROJET DE CONSULTATION DES EGLISES CONGOLAISES ET RWANDAISES
EN VUE DU RAPATRIEMENT DES PERSONNES EXILLEES,
PROJET N° 20076076

0. INTRODUCTION

Depuis la guerre de 1994, année au cours de laquelle le génocide s'est produit au Rwanda, les pays de la région des grands lacs africains sont constamment perturbés par les violences de divers ordres marqués essentiellement par les conflits armés.

Pendant cette période, il a été observé un déplacement massif des réfugiés rwandais sur le territoire congolais, parmi lesquels on pouvait dénombrer facilement les anciens miliciens extrémistes interhamwe, les militaires des forces armées rwandaises FAR ainsi que les populations civiles.

En 1996, la guerre soutenue techniquement et militairement par le Rwanda, le Burundi ainsi que l'Ouganda éclata en République Démocratique du Congo, ex Zaïre dont le motif signalé en premier lieu fut le démantèlement des camps des réfugiés qui constituaient un danger plausible de l'insécurité pour le Rwanda.

Cette guerre embrasa toute la région de grands lacs africains car les acteurs se sont créés des alliés par ci par là. Beaucoup de conséquences sur le plan humain, matériel et économique ont été enregistrées parmi lesquelles la multiplication des groupes armés locaux et étrangers opérant sur le sol congolais.

En dépit des efforts consentis pour restaurer la paix aussi bien sur le plan international que national, la partie orientale de la République Démocratique du Congo est restée une zone totalement insécurisée où se passent de nombreuses violations de droits humains. En effet, les groupes armés hutu rwandais se sont distingués par des traitements dégradants et inhumains commis à l'endroit des femmes et filles congolaises en proie aux viols et violences sous toutes les formes.

Devant cette situation alarmante, l'Eglise du Christ au Congo, dans l'accomplissement de sa mission diaconale, s'est trouvée dans l'obligation de pouvoir contribuer dans ce processus de rapatriement volontaire des personnes exilées vers leur pays d'origine. Ce processus a été réalisé en collaboration avec les Leaders des Eglises sœurs Catholique de Bukavu, Kimbanguiste du Sud-Kivu, la Communauté Musulmane du Sud-Kivu, les Leaders des Eglises sœurs Protestantes du Burundi, du Rwanda de l'Ouganda ainsi que les Dirigeants des organisations spécialisées des Eglises dont le Fellowship of Christian Councils and Churches in the Great Lakes and Horn of Africa (FECCLAHA), le Great Lakes Oecumenical Forum (GLEF) et la Conférence des Eglises de Toute l'Afrique (CETA).

Il est aussi nécessaire de signaler qu'un protocole de partenariat entre l'Eglise du Christ au Congo et le gouvernement congolais a été signé dans le processus de mise en œuvre de ce projet dont l'objectif principal est le rapatriement des réfugiés et combattants rwandais dans leur pays d'origine.

Le présent rapport donne la situation des activités réalisées par le Projet pendant de janvier à juin 2008 et dégage aussi l'évolution de tout le processus ainsi que les défis à relever.

I. CONTEXTE, ANALYSE DES PROBLEMES ET OBJECTIFS DU PROJET.

Les graves violations des droits humains dont sont victimes les paisibles populations congolaises des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, du Maniema et celles de la province Orientale, de la part des réfugiés, combattants rwandais et autres groupes armés étrangers vivant encore dans ces provinces ont été à la base de la mise sur pied du présent projet par l'ECC/Sud-Kivu.

Ces violations des droits humains, qui continuent jusqu'aujourd'hui, faut-il le rappeler, se traduisent en forme de tueries, d'assassinat, de destructions des récoltes, des infrastructures sanitaires et scolaires, de violences faites à la femme et à la fille (viols, esclavagisme sexuel), pillage des ressources du sol et du sous-sol et la destruction de l'environnement.

Outre ces groupes armés étrangers qui sont ciblés par le présent projet, il est important de signaler que dans cette description du contexte, il a été mis sur pied un programme national dénommé « programme Amani » dont le but principal est de désarmer et ou intégrer les multiples groupes armés nationaux à l'issue de la signature de l'acte d'engagement de la conférence de Goma tenue en janvier 2008 qui poursuivait les objectifs suivants :

- mettre fin à la guerre et à l'insécurité dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud Kivu
- jeter les bases d'une paix durable et d'un développement intégral au Nord et au Sud Kivu.

La Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo (MONUC), partenaire actif dans le processus Désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinsertion (DDRRR) a annoncé que depuis le lancement de la mise en œuvre du Plan d'action de Nairobi au début de l'an 2008, ses équipes ont redoublé d'efforts, conjointement avec les autorités congolaises. Le souci consistait à sensibiliser les groupes armés étrangers des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et factions dissidentes à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), y compris dans les zones les plus reculées de deux Kivu, les combattants des Forces combattantes Abacunguzi (FOCA), branche armée des FDLR et ses factions dissidentes sur le processus DDRRR. L'objectif de cette campagne de sensibilisation

des combattants est d'expliquer aux combattants des FDLR et factions dissidentes que le Communiqué de Nairobi du 9 novembre 2007, la Résolution 1794 du Conseil de Sécurité du 27 décembre 2007 et les Actes d'Engagement de Goma du 23 janvier 2008 stipulent clairement que la présence des combattants FDLR sur le territoire de la RDC ainsi que leurs activités illégales ne sont plus tolérées.

En fait, à l'instar de l'Eglise du Christ au Congo, plusieurs acteurs locaux et internationaux mettent leurs efforts ensemble afin de sécuriser la partie orientale de la République Démocratique du Congo.

Il est important de comprendre que les groupes armés venus du Rwanda se trouvant en RD Congo se divisent en trois groupes reconnus jusqu'à ce jour. Il s'agit :

- Des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR)
- Du Rassemblement pour l'Unité et la Démocratie (RUD) et
- Du Rassemblement du Peuple Rwandais (RPR).

Concernant les objectifs du projet, nous affirmons qu'ils restent d'actualité au vu des éléments ci hauts décrits. Nous affirmons que les activités entreprises dans le projet contribuent à l'atteinte des objectifs initiaux qui visent le rétablissement de la paix et de la sécurité dans les provinces de l'Est de la République Démocratique du Congo, du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda.

Ces objectifs sont :

- Rapatrier les réfugiés et combattants rwandais dans leur pays d'origine ;
- Prévenir les différentes violations des droits de l'homme : viols, vols, pillages, tueries, massacres perpétrés sur les populations se trouvant sur les territoires contrôlés par des combattants rwandais et autres;
- Contribuer au retour de la paix dans l'Est de la RD Congo et dans la Région des Grands Lacs ;
- Contribuer à la cohabitation pacifique entre groupes ethniques de la Région de Grands Lacs.

II. ACTIVITES REALISEES

Dans sa démarche, l'ECC/Sud-Kivu poursuit les actions de sensibilisation, de persuasion et de dialogue avec les leaders des réfugiés et des combattants rwandais.

Elle poursuit également les actions de lobbying et de plaidoyer auprès des dirigeants politiques de la RD Congo, de la Communauté Internationale, des leaders des Eglises sœurs du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda et des autres acteurs de la société civile intéressés au processus de paix.

Plusieurs activités ont été ainsi réalisées dans le cadre de ce projet conjointement appuyé par le Service des Eglises Evangéliques d'Allemagne pour le développement EED et le PYM –Norvège sous l'accompagnement technique de SIK – Norvège.

Les activités décrites ici ne concernent que la période couverte par ce rapport : le premier semestre 2008.

- En janvier 2008, la Coordination du Projet a pris part aux travaux de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu tenue à Goma du 08 au 21 janvier 2008. Le professeur Murhega Mashanda, Coordinateur du RIO/ECC avait présenté la position de l'ECC face aux conflits récurrents dans la province du Sud-Kivu ;
- Mgr Bulambo Lembelembe, Vice président provincial de l'ECC Sud-Kivu, Me Kyalangalilwa ainsi que le Consultant Käre Lode du Centre pour la Communication Interculturelle « SIK » ont représenté le Projet à ces assises ;
- Du 29 au 30 janvier 2008 a eu lieu à Chambucha, en territoire de Walikale, dans la province du Nord-Kivu, la première rencontre importante entre la Coordination du Projet et le leadership politique et militaire des FDLR/FOCA ;
- Aux mois de février et mars 2008, le Président Provincial de l'ECC/Sud-Kivu avait rencontré à Kinshasa le représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en RD Congo (MONUC), ainsi que les ambassadeurs de la France, de la Belgique, de la Grande Bretagne et de la Suède. Il leur a expliqué les aspects pertinents et le bien fondé de l'initiative d l'ECC/Sud-Kivu concernant le projet de Rapatriement des Réfugiés Rwandais ;
- Pendant la même période, à Bukavu, la Coordination du Projet a eu des entretiens avec divers officiels du Haut Commissariat des Nations-Unies aux Droits de l'Homme dont Mr TINTINGA Frédéric Pacere, Ancien Expert indépendant (ONU) sur la situation des droits de l'Homme en RD Congo, accompagné de Mr Idrissa Oumar Kane, Conseiller aux Droits de l'Homme.

- En date du 12/04/2008, la Coordination du Projet a organisé à Bukavu un grand séminaire de sensibilisation de tous les leaders et Chefs coutumiers de la province du Sud-Kivu sur le problème de la présence des réfugiés et combattants rwandais dans leurs entités administratives. Il est important de relever que ces autorités coutumières avaient accepté de s'impliquer dans le processus de la recherche de la paix et de la sécurité ;
- Du 18 au 30 avril 2008, une équipe d'experts sur terrain du projet a effectué une mission exploratoire dans le territoire de Lubero en province du Nord-Kivu. Cette mission a donné lieu à un rapport qui a décrit, avec pertinence, la situation des réfugiés et combattants rwandais. L'exploitation de ce rapport par les instances politiques du Gouvernement de Kinshasa a donné lieu à l'initiative de l'organisation de la rencontre de Pise en Italie et de Rome II du 06 au 08 mai 2008 ;
- Le Président Provincial de l'ECC/Sud-Kivu, Mgr Jean-Luc KUYE-NDONDO Wa Mulemera a représenté la Coordination du projet à cette rencontre de Rome II. Au cours de celle-ci, les parties prenantes dont le Gouvernement de Kinshasa et deux branches FDLR appelées « Alliance RUD + RPR » ont décidé de l'organisation à Kisangani d'une grande conférence au cours de laquelle la Feuille de Route pour le désarmement et le rapatriement volontaire des combattants et dépendants des factions ci-dessus sera officiellement rendue publique ;
- La Conférence de Kisangani a effectivement eu lieu le 26 mai 2008. L'objectif principal était de lancer le processus de désarmement, de rapatriement et/ou de relocalisation des groupes armés étrangers déjà désarmés. La Coordination du projet a été largement représentée à cette conférence par deux membres du RIO, quatre membres de l'équipe du projet ainsi que le Consultant au projet, Mr Käre Lode. Ce dernier, prenant la parole, a décrit les efforts de l'ECC Sud-Kivu soutenus par l'EED et par le Gouvernement de la Norvège en faveur du processus de rapatriement des combattants et leurs dépendants ;
- Au courant du mois de mai, le Coordinateur du Projet a eu avec le Conseiller spécial du Chef de l'Etat en matière de sécurité, des échanges sur les questions de sécurité en rapport avec la présence des réfugiés et combattants rwandais vivant à l'Est de la RD Congo. Le Conseiller spécial du Chef de l'Etat a reconnu les mérites et les efforts que déploie l'ECC/Sud-Kivu comme contribution de l'Eglise au processus de paix et de sécurité en RD Congo et dans l'ensemble des pays de la région des Grands Lacs. Cette rencontre avait eu lieu en date du 07/05/2008 ;
- Le 18/05 la Coordination du projet a également eu des échanges fructueux avec une délégation des parlementaires allemands en mission à Bukavu. Ces derniers ont exprimé leur appui aux efforts de l'ECC à travers ce projet de

rapatriement des réfugiés et combattants rwandais. Ils ont, néanmoins, exprimé leurs préoccupations concernant l'accueil réservé par le Rwanda aux personnes rapatriées ainsi que l'absence à Rome II et à Pise du Gouvernement de Kigali ;

- Au courant du mois de mai 2008, le Président Provincial de l' ECC/Sud-Kivu a eu aussi des entretiens avec son Excellence Mr MBUSA Nyamwisi, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale de la RD Congo ainsi qu'avec le Conseiller Spécial du Chef de l'Etat en matière de sécurité. Ce contact s'est inscrit dans le cadre des préparatifs de la conférence de Kisangani. En compagnie du Vice-président de l' ECC/Sud-Kivu et Coordinateur du projet, le Président de l' ECC a eu des entretiens avec Mr Olivier, attaché à l'Ambassade de France en RD Congo ainsi qu'avec le Gouverneur de la province du Sud-Kivu, Mr Louis Léonce MUDERHWA ;
- Dans le cadre des actions de sensibilisation, il faut en fin souligner qu'en date du 30/05/2008, la Coordination du projet a eu à Bukavu une longue séance de travail avec le Général Déogratias IZABAYO, un des leaders influents des FDLR/FOCA. Il est important de souligner que, parallèlement à ce contact, le Consultant au projet, Mr Käre Lode a aussi poursuivi, en Europe, des actions de sensibilisation. En effet, il est en contact permanent avec Mr Emmanuel MUNYARUGURU qui vit en Norvège et qui est un des leaders politiques influents du RUD. Ensemble, ils ont préparé la rencontre qui a eu lieu à Amsterdam le 27/06/2008 et qui a regroupé les leaders politiques de RUD et RPR se trouvant en Europe ;
- Les activités au courant du mois de juin ont été consacrées essentiellement sur la mise sur pied opérationnelle sur terrain des actions dans le cadre de l'intervention humanitaire en faveur des combattants et leurs dépendants candidats au désarmement et au rapatriement volontaires. Il faut signaler l'envoi d'une mission semi-permanente à Lubero et à Butembo au Nord-Kivu pour s'occuper de toutes les questions liées à la logistique pour l'achat des vivres, non-vivres et médicaments. Cette mission, composée de 3 personnes est encore sur terrain jusqu'aujourd'hui ;
- Du 16 au 19/06/2008, une délégation du projet a effectué, en compagnie de celles de la Monuc, de la Banque Mondiale, de la 8è région militaire et du Gouvernement de Kinshasa, une mission à Mbwavinywa, en territoire de Lubero, dans le Nord-Kivu. Le but de cette mission était d'assister au lancement des opérations d'identification et de désarmement des combattants et de leurs dépendants, et ce, en exécution de la Feuille de Route publiée à la conférence de Kisangani, le 26 mai 2008. La mission de la délégation du projet consistait à la supervision de la distribution de l'aide humanitaire aux combattants qui seraient désarmés. Ces opérations ne s'étaient pas déroulées comme prévues suite aux divergences de vue sur les points de site choisis ;

- Dans le but d'assurer le suivi des activités sur terrain à Mbwavinywa, le Coordinateur Adjoint du projet, le Révérend KIPINDULA MORISHO, a effectué du 02 au 05/07/2008 une mission dans cette localité. Les informations recueillies sur terrain renseignent que les parties se sont déjà accordées sur le site au lieu dit « Kasiki » et dont les travaux de préparation doivent être terminés le 22/07/2008 ;
- Fin juin et début juillet 2008 a eu lieu à Bujumbura, capitale du Burundi, la 2^{ème} réunion du Comité de suivi du projet. Des recommandations importantes ont été formulées dans le sens de renforcer la capacité financière du projet et de renforcer les structures de coopération transfrontalière surtout entre l' ECC/Sud-Kivu et le Conseil Protestant du Rwanda pour assurer le monitoring des réfugiés et combattants rapatriés au Rwanda.

III. RESULTATS OBTENUS

1. Sur le plan politique, l'action de sensibilisation des réfugiés et combattants rwandais pour leur désarmement volontaire a été reconnue par:
 - La lettre n° 130/11/CH/0526/2008 du 1^{er} avril 2008 de son Excellence Mr le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération internationale de la RD Congo.
 - L'ordonnance n° 08/017 signée par le Président de la RD Congo relatif à l'éradication de la présence des groupes armés étrangers sur le territoire congolais.

L'article 3 de cette ordonnance détermine les membres faisant partie du Comité de pilotage dont au point 12, les confessions religieuses.

L'article 10 dispose que le comité de pilotage est assisté dans l'exécution de ses missions d'une commission technique mixte composée des confessions religieuses.

L'ECC/Sud-Kivu fait partie de toutes ces structures. Nous nous réjouissons et nous en sommes fiers dans la mesure où est désormais reconnue par des pouvoirs publics la contribution des Eglises dans le processus de la Paix ;
2. Le nombre des personnes rapatriées à ce jour s'élève à environ 650 (hommes, femmes et enfants confondus) ;
3. Le désarmement et le rapatriement sont en cours à Mbwavinywa (site de Kasiki, territoire de Lubero), environ 1.000 personnes attendues (combattants, dépendants et réfugiés confondus) ;
4. Appui diplomatique : l'initiative de l'ECC/Sud-Kivu bénéficie de l'appui diplomatique du Secrétariat Général de la Conférence Internationale sur la Paix et la Sécurité dans la Région des Grands Lacs, de nombreux ambassades et corps diplomatiques accrédités au Congo et de la MONUC ;

5. Sur le plan stratégique, le projet bénéficie de l'appui des Eglises sœurs du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda ainsi que des institutions spécialisées de l'Eglise telles que le FECCLAHA, le GLEF et le CETA ainsi que d'autres confessions religieuses de la République Démocratique du Congo et la Société civile ;
6. Tous les acteurs concernés par le processus sont déjà sensibilisés grâce aux actions de dialogue et de persuasion, celles de lobbying et de plaidoyer ;
7. L'appropriation des actions par les leaders et chefs coutumiers du Sud-Kivu ;
8. Le dialogue avec les FDLR/FOCA est en pleine préparation.

IV. DIFFICULTES RENCONTREES

En dépit d'efforts réalisés dans ce projet, il sied néanmoins de relever certains défis majeurs rencontrés dans le processus, notamment :

- Les divergences de vue entre d'une part RUD/RPR et d'autre part FDLR/FOCA ainsi que entre le leadership politique et le leadership militaire, les uns soutenant l'action et les autres émettant encore de doute dans leur engagement ;
- De nombreuses promesses non tenues de la part des réfugiés et combattants au moment où toute la logistique est déjà assurée et mise en œuvre ;
- La lenteur au processus constatée dans le chef de la plupart d'acteurs concernés par bien que sensibilisés ;
- Les réfugiés et combattants rwandais semblent exprimer une certaine méfiance face à la MONUC pourtant institution dûment mandatée par les Nations Unies pour leur désarmement ;
- La crainte exprimée par ces combattants pour leur sécurité et leurs conditions d'accueil une fois rapatriés au Rwanda ;
- L'insuffisance de moyens pour bien assurer le relais dans l'accompagnement une fois le rapatriement réalisé.

V. PERSPECTIVES ET CONCLUSIONS

La stratégie de sensibilisation a produit les résultats recherchés et définis dans le cadre des objectifs du projet. En dépit de ces difficultés, nous pensons réaliser en perspectives les actions suivantes :

- Organiser des rencontres d'harmonisation des divergences entre leadership du RUD/RPR et de FDLR/FOCA ;
- Participer aux cérémonies de désarmement des groupes armés ;
- Prendre contact et ou assurer une prise en charge humanitaire des réfugiés dans leurs camps de transit et ou de relocalisation ;
- Poursuivre les actions de sensibilisation pour le rapatriement et le désarmement dans les différents sites ;
- Assurer le suivi et les évaluations mi-parcours ;
- Collaborer davantage avec tous les partenaires ainsi que les Eglises sœurs du Rwanda ;
- Introduire la question au niveau du Conseil Oecuménique des Eglises, COE ;
- Poursuivre le plaidoyer et le lobbying pour le rapatriement volontaire des personnes exilées.

Nous terminons ce rapport en adressant nos vifs remerciements au Service des Eglises Evangéliques d'Allemagne pour le Développement, EED pour son soutien moral et financier à la réalisation des activités contenues dans ce projet.

Fait à Bukavu, le 24/07/2008

Professeur MURHEGA MASHANDA

Mgr BULAMBO LEMBELEMBE Josué.

Coordinateur du RIO

Vice Président de l'ECC/Sud-Kivu
Et Coordinateur du projet

Mgr Jean Luc KUYE - NDONDO wa MULEMERA

Président Provincial de l'ECC/Sud-Kivu

QUELQUES PHOTOS



Photo conférence de Kisangani : responsables de la Monuc



Photo conférence de Kisangani : leaders des FDLR



Photo conférence de Kisangani : responsable de l'ECC et Consultant SIK, Mr Kare Lode



Mgr Bulambo coordinateur du Projet et Mgr Mbaya du FECCLAHA



Photo concertation des leaders religieux à Bujumbura



Participation de l'Ambassadrice Liberata Mulamula à Bujumbura